



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés Valérie Cops, *Échevin(e)* ;
Bernard Noel, Eloïse Defosset, Elise Willame, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.17

#Objet : Question orale de Monsieur Christian Grétry, conseiller communal (ECOLO-GROEN)#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Echevins,

Mesdames, Messieurs les conseillers,

Ma question fait suite à une interpellation que j'ai faite au dernier conseil de police et concerne une situation très préoccupante en bordure d'Auderghem.

Je voudrais vous parler de l'Ecole Européenne d'Ixelles sur le boulevard du Triomphe qui dépend de la zone de police 5339 (Ixelles-Bruxelles) mais dont les accès occasionnent pas mal de problèmes à Auderghem, tant au niveau du boulevard du Triomphe que dans les rues adjacentes comme la rue de la Chasse Royale.

Force est de constater qu'aux heures de pointes (début et fin des cours) les parents automobilistes se rendent coupables d'un grand nombre d'incivilités voir d'infractions aux alentours de l'école.

I. LES ARRETS ET STATIONNEMENTS

- 1° arrêts mais surtout stationnements sauvages qui excèdent souvent les 10 à 15 minutes (Voir photo n°1)
- 2° arrêts et stationnements en double file (voir photo n°2)
- 3° Stationnement bloquant l'emplacement pour personne moins valide (Photo n°3 et n°4)
- 4° Stationnements devant les entrées de garages et autres entrées de parking (Photo n°5 et photo n°6)
- 5° Stationnements sur les pistes cyclables (photo n°7)
- 6° les bus scolaires ne sont pas en reste (photo n°9)

II. LES MANŒUVRES ET COMPORTEMENTS DANGEREUX

1° Si les élèves et parents sont bien canalisés à la sortie de l'école, après avoir traversé le boulevard du Triomphe arrivé dans la rue de la Chasse Royale c'est l'anarchie et l'envahissement de la route par les

piétons qui doivent slalomer entre les voitures quittant leur double file. (Photo n°10)

Imaginez la rue « Neuve » un jour de soldes...avec les voitures en plus !

2° Les automobilistes désireux rentrer à l'école font un demi-tour sur le boulevard. Ce faisant ils empiètent dangereusement sur la piste cyclable et le trottoir mettant les piétons et cyclistes en danger (cela à 2 reprises, voir schéma n°1)

3° Les automobilistes sortant de l'école croisent le trottoir et la piste cyclable. Leur regard est porté vers leur gauche pour pouvoir s'engager sur le boulevard. Ils mettent ainsi en danger les piétons et cyclistes qui arrivent sur leur droite. (Voir schéma 2)

4° Certains bus scolaires réalisent un demi-tour sur le boulevard manœuvre dangereuse qui une fois de plus empiète sur la piste cyclable et le trottoir (photo n°11 et 12).

5° L'école européenne se permet de bloquer la piste cyclable pour de petits travaux d'élagage cela en pleine heure de pointe (8h) et sans aucune autorisation. Ce manque de respect est visible sur la photo n° 14.

Lorsque le voisinage se plaint de ces différentes incivilités aux parents « ir»responsables, il se fait rabrouer de manière arrogante voir même injurieuse. Certains voisins sont excédés par ces débordements réguliers. J'ai peur que l'on ne passe de la violence verbale à la violence physique.

Le parking sauvage me paraît impardonnable lorsque l'on sait qu'une grande zone type « Kiss and Ride » est à disposition dans l'école. C'est uniquement par paresse et souci d'économie de quelques secondes que le voisinage doit supporter cet incivisme quotidien.

Je m'étonne du manque d'intervention envers ces automobilistes peu scrupuleux. Il est dommage qu'il arrive, je l'espère de façon involontaire, que les policiers de services participent à cet irrespect envers les usagers faibles en indiquant le chemin à des personnes bloquant la piste cyclable avec leur véhicule. Ce constat peut se faire à la photo n°13.

J'ai demandé en conseil de police d'améliorer la coordination de notre zone avec la zone de police Ixelles-Bruxelles.

Ma demande concernait également la sensibilisation des policiers à la nécessité de protéger les usagers faibles plutôt que d'améliorer le confort de ces automobilistes inciviques qui s'imaginent être au-dessus des lois.

Ne pourrait-on pas envisager une présence d'agents de la prévention et ce régulièrement pendant l'année scolaire ? Plusieurs rappels me paraissent indispensables.

La commune ne pourrait-elle pas adresser un courrier à l'école Européenne ?

Un des arguments serait peut être d'annoncer que cette minorité de parents peu respectueux détruisent l'image de l'école Européenne.

Soyons fou ! Pourquoi ne pas proposer une incitation à l'utilisation du vélo ?

Il n'y a qu'une vingtaine de cyclistes pour une aussi grande école.

Serait-il possible de trouver une solution pratique et durable pour le voisinage ?

Par exemple : Pendant ces heures de pointes, la patientèle de la kiné en pédiatrie ne trouve pas de place de parking, alors qu'ils ont de jeunes bébés malade à amener au cabinet.

Je vous remercie de votre écoute ainsi que de votre réponse.

Christian Grétry

• **Réponse de Monsieur Christophe Magdalijs, Bourgmestre f.f.**

Voici la réponse apportée en zone de police et reprise dans le PV ad hoc:

Le problème vient du fait que l'école européenne applique le niveau 3 strictement, donc aucun véhicule, hormis les cars scolaires, n'est autorisé à rentrer dans l'enceinte de l'école. Le parking reste donc fermé,

contrôlé par un agent de gardiennage d'une société privée.

Donc, effectivement, de nombreux parents empruntent la desserte locale de la Chasse Royale, s'y stationnent en infraction, et bloquent la circulation locale.

Plusieurs contacts ont été pris avec la direction de l'école, tant par la police que par l'autorité administrative communale, également bien au courant du problème.

Nous leur avons entre autre proposé d'organiser un Kiss & Ride dans l'école, sur le parking, celui-ci étant suffisamment grand et l'école disposant déjà d'agents de gardiennage pouvant l'organiser et le contrôler.

La Direction de l'école prétend que c'est impossible à faire pour eux et va même plus loin, en demandant si des aménagements de voirie ne seraient pas possible à Auderghem pour faciliter la vie des parents d'élèves.

Bien évidemment, l'autorité administrative d'Auderghem est contre, s'agissant d'une école située à Ixelles.

Des communications préventives ont également été faites via l'association des parents. Les infractions diminuent alors pendant un certain temps mais finissent toujours pas réapparaître.

De ce fait, des passages du CMV ont lieu régulièrement et à titre d'exemple, une vingtaine de PV ont été rédigé à ce sujet pour ce mois de juin.

Une concertation a également lieu avec la Maison de la Prévention, qui y envoie aussi les Gardiens de la Paix de manière régulière, avec verbalisation de leur côté.

Des concertations seront également menées avec la zone de police de Bruxelles-Ixelles et des contacts seront repris avec la direction de l'école.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 septembre 2017

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**
GEMEENTE OUDERGEMUittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, *Schepen* ;
Bernard Noel, Eloïse Defosset, Elise Willame, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.17

#Onderwerp : Vraag van de Heer Christian Grétry, Gemeenteraadslid (ECOLO-GROEN)#

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte mijnheer de voorzitter,

Geachte dames en heren schepenen,

Geachte dames en heren raadsleden,

Mijn vraag komt er naar aanleiding van mijn interpellatie tijdens de laatste politieraad en betreft een erg verontrustende situatie aan de rand van Oudergem.

Ik zou het even willen hebben over de Europese School van Elsene aan de Triomflaan die deel uitmaakt van politiezone 5339 (Elsene-Brussel) maar waarvan de toegangswegen voor heel wat problemen zorgen in Oudergem, zowel in de Triomflaan als op de omliggende wegen, zoals de Koninklijke Jachtstraat.

We stellen vast dat de ouders met hun auto tijdens de piekuren (begin en einde van de lessen) voor heel wat overlast zorgen en zelfs overtredingen begaan in de omgeving van de school.

I. STOPPEN EN PARKEREN

1° stoppen waar het niet mag maar vooral wildparkeren, vaak langer dan 10-15 minuten (zie foto 1)

2° stoppen en dubbel parkeren (zie foto 2)

3° blokkeren van de mindervalideplaats (foto 3 en foto 4)

4° parkeren voor garages en andere parkinginritten (foto 5 en foto 6)

5° parkeren op fietspaden (foto 7)

6° ook de schoolbussen gaan niet vrijuit (foto 9)

II. GEVAARLIJKE MANOEUVRES EN ONVEILIG GEDRAG

1° Hoewel het verkeer van leerlingen en ouders bij het verlaten van de school in goede banen wordt geleid, onttaardt de situatie na het oversteken van de Triomflaan en het inrijden van de Koninklijke Jachtstraat in

complete chaos, waarbij voetgangers tussen de vertrekkende dubbel geparkeerde auto's door moeten slalommen. (foto 10)

Net een soldendag in de Nieuwstraat... maar dan mét auto's!

2° De autobestuurders die naar de school willen terugkeren, maken een halve draai op de laan. Ze rijden daarbij over het fietspad en het voetpad en brengen zo de veiligheid van voetgangers en fietsers in gevaar (tot tweemaal toe, zie schema 1)

3° De autobestuurders die van de school komen, steken het voetpad en het fietspad over. Ze kijken daarbij naar links om de laan te kunnen oprijden, maar brengen daarbij de voetgangers en fietsers die van rechts komen in gevaar (zie schema 2)

4° Sommige schoolbussen maken een halve draai op de laan, een gevaarlijk manoeuvre waarbij opnieuw over het fietspad en het voetpad wordt gereden (foto 11 en foto 12).

5° De Europese School blokkeert bovendien zomaar het fietspad voor snoeiwerken tijdens de ochtendpiek (8u) en zonder dat ze daarvoor de toestemming heeft gekregen. Dit totale gebrek aan respect blijkt duidelijk uit foto 14.

Wanneer de buurtbewoners hun beklag doen over al die overlast bij de "on"verantwoordelijke ouders, worden ze op een arrogante manier afgesnauwd en krijgen ze zelfs beledigingen naar het hoofd geslingerd. Sommige buurtbewoners zijn die uitbarstingen, die regelmatig voorkomen, grondig beu. Ik heb schrik dat het verbale geweld zal escaleren in fysiek geweld.

Het wildparkeren lijkt me onvergeeflijk vermits er aan de school een grote "Kiss and Ride"-zone is ingericht. Het is louter omdat de ouders lui zijn en enkele luttele seconden willen winnen dat de buurtbewoners iedere dag met deze overlast te maken krijgen.

Het verbaast me dat er nauwelijks iets tegen deze weinig scrupuleuze autobestuurders wordt ondernomen. Het is jammer dat sommige dienstdoende politieagenten - onopzettelijk hoop ik maar - dit totale gebrek aan respect ten aanzien van de zwakke weggebruikers in de hand werken door de weg te wijzen aan personen die het fietspad met hun voertuig blokkeren. Dit stellen we ook vast op foto 13.

Ik heb aan de politieraad gevraagd om de samenwerking tussen onze zone en politiezone Elsene-Brussel beter te coördineren.

Daarnaast vroeg ik ook om de politieagenten er attent op te maken dat ze de zwakke weggebruikers moeten beschermen, in plaats van het voor deze respectloze autobestuurders, die denken dat ze boven de wet staan, comfortabeler maken.

Is het niet mogelijk dat er tijdens het schooljaar geregeld preventiemedewerkers in de buurt postvatten? Het lijkt me absoluut noodzakelijk om de autobestuurders regelmatig bij de les te houden.

Kan de gemeente geen brief sturen naar de Europese School?

Een van de argumenten zou kunnen zijn dat deze kleine groep van ouders die de regels aan hun laars lappen het imago van de Europese School besmeuren.

Meer zelfs, waarom doet de school niet meer om het gebruik van de fiets te promoten?

Slechts een twintigtal leerlingen komen met de fiets naar school, en dat voor zo'n grote school!

Is het mogelijk om een praktische, duurzame oplossing te vinden voor de buurtbewoners?

Zo zijn er bijvoorbeeld tijdens de piekuren patiënten van de kinderkinepraktijk die geen parkeerplaats vinden en met hun zieke baby een heel eind naar de praktijk moeten wandelen.

Ik dank u voor uw aandacht en reactie.

Christian Grétry

• **Antwoord van de heer Christophe Magdalijns, waarnemend burgemeester**

Hierbij het antwoord van de politiezone, tevens opgenomen in het ad hoc pv:

Het probleem heeft te maken met het feit dat de Europese School niveau 3 strikt toepast, waarbij dus geen enkel voertuig, behalve schoolbussen, de school binnen mag. De parking blijft dus gesloten en wordt bewaakt door een bewakingsagent van een privéfirma.

Heel wat ouders rijden dus inderdaad langs de Koninklijke Jachtstraat, parkeren waar het niet mag en hinderen het lokale verkeer.

Er werd reeds meermaals contact opgenomen met de directie van de school, zowel door de politie als door het gemeentebestuur, die zich wel degelijk bewust zijn van het probleem.

We hebben de directie onder andere voorgesteld om een Kiss & Ride in de school in te richten op de parking, die voldoende groot is. De school beschikt bovendien al over bewakingsagenten die het verkeer daar in goede banen kunnen leiden.

De directie van de school beweert dat ze dat onmogelijk kan doen en vraagt zelfs of de situatie op de openbare weg in Oudergem niet kan worden aangepast om het de ouders van de leerlingen gemakkelijker te maken.

Uiteraard is het gemeentebestuur van Oudergem tegen, vermits de school in Elsene ligt.

Er werd ook al aan preventie gedaan via de oudervereniging van de school. Er worden dan tijdelijk minder inbreuken vastgesteld, die evenwel na een bepaalde periode weer opduiken.

Daarom is CMV regelmatig aanwezig. Zo werden er bijvoorbeeld afgelopen juni een twintigtal pv's voor dergelijke overtredingen uitgeschreven.

Bovendien werd er overlegd met het Preventiehuis, dat ook regelmatig gemeenschapswachten uitstuurt, die eveneens bekeuringen uitschrijven.

Er zal ook overleg plaatsvinden met de politiezone Brussel-Elsene en er zal opnieuw contact worden opgenomen met de directie van de school.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 29 september 2017

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijns



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Valérie Cops, *Échevin(e)* ;
Bernard Noel, Eloïse Defosset, Elise Willame, *Conseillers communaux*.

Séance du 29.06.17

#Objet : Question orale de Madame Muriel Koch, conseillère communale (cdH+)#

Séance publique

Secrétariat

Concerne : La priorité en faveur des agents communaux et de CPAS dans le règlement d'attribution des logements communaux.

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers Collègues,

L'article 7 du règlement d'attribution des logement communaux et particulièrement la priorité octroyée aux agents communaux ou de CPAS peu ou pas qualifiés a retenu toute mon attention.

Cette priorité peut paraître pour le moins discutable au regard de la situation d'autres personnes qui se trouvent également en grande précarité mais qui ne sont pas des agents locaux. Elle crée en tout cas un sentiment d'injustice.

En outre, le taux de rotation dans le logement communal étant ce qu'il est, je me demande quelle est la proportion des agents communaux au sein de celui-ci ?

Il est à noter que les règlements d'attribution des opérateurs immobiliers publics sont encadrés par le code régional du logement.

L'article 29 du Code prévoit que « la décision d'attribution des logements suit l'ordre chronologique des demandes du Registre qui sont en adéquation avec le nombre de chambres du logement mis en location (...) ».

Il est néanmoins prévu que d'autres critères puissent être pris en compte pour pondérer l'ordre chronologique « pour autant qu'ils soient conforme aux dispositions du Titre X ». Ces critères doivent être objectifs et mesurables.

Le Titre X du Code du logement traite de l'égalité de traitement.

A l'article 198, il est prévu que des mesures d'actions positives puissent être prises. Néanmoins celles-ci ne peuvent être mises en œuvre que moyennant le respect des conditions suivantes :

- Il doit exister une inégalité manifeste ;
- la disparition de cette inégalité doit être désignée comme un objectif à promouvoir ;
- la mesure d'action positive doit être de nature temporaire, étant de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint ;
- la mesure d'action positive ne doit pas restreindre inutilement les droits d'autrui.

Il paraît évident qu'à la lecture de cette disposition, la priorité prévue par le règlement auderghemois ne remplit pas ces conditions. En outre, une action positive ne peut être engagée que si elle est destinée à prévenir ou à compenser les désavantages liés à l'un des critères protégés, en vue de garantir une pleine égalité dans la pratique.

Or, la situation professionnelle n'est pas un critère protégé selon la définition prévue à l'article 193.

En outre, à l'alinéa 3 de l'article 29 du Code du logement, il est spécifié que le poids des éventuels critères susmentionnés doit être décrit dans le règlement d'attribution. Il est par ailleurs fait mention d'un système de « points ».

Mesdames des Messieurs des Bourgmestre et Echevins,

- Comment justifiez-vous la conformité du règlement au code du logement compte tenu des dispositions que je viens de vous citer ?
- Comptez – vous le modifier ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Muriel Koch

• Réponse de Monsieur Christophe Magdalijs, Bourgmestre f.f.

Par rapport à l'attribution des logements communaux, il n'y a pas d'injustice comme vous le prétendez. Nous n'avons d'ailleurs connu aucune plainte.

22 membres du personnel résident dans le parc immobilier communal ce qui représentent 18% de la totalité des locataires. Tous répondent aux conditions sociales d'accès à ces logements.

Seules 4 membres du personnel ont été désignées depuis l'entrée en vigueur du règlement d'attribution en 2009 sans aucune priorité spéciale. Les 18 autres personnes ont été désignées avant l'entrée en vigueur du règlement. En conséquence, l'article 29 du règlement a été strictement respecté.

Nous rappellerons que le règlement n'a pas soulevé d'objection auprès de la tutelle régionale.

On s'étonnera à la lumière de toutes ces informations du mauvais procès qui est fait aux autorités communales.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 septembre 2017

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;
Didier Gosuin, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Valérie Cops, *Schepen* ;
Bernard Noel, Eloïse Defosset, Elise Willame, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 29.06.17

#Onderwerp : Vraag van Mevrouw Muriel Koch, Gemeenteraadslid (cdH+)#

Openbare zitting

Secretariaat

Betreft: Voorrang voor gemeente- en OCMW-ambtenaren in het reglement voor de toewijzing van gemeentelijke woningen.

Geachte heer burgemeester,

Geachte dames en heren schepenen,

Beste collega's,

Artikel 7 van het reglement voor de toewijzing van gemeentelijke woningen, en in het bijzonder de voorrang die wordt verleend aan gemeente- of OCMW-ambtenaren met lage graad, heeft mijn aandacht getrokken.

Die voorrang is op zijn minst voor discussie vatbaar gezien de situatie van sommige andere personen die eveneens in grote onzekerheid leven, maar die geen lokale ambtenaren zijn. Dit roept in ieder geval een gevoel van onrechtvaardigheid op.

Gelet op het verloop in de gemeentelijke woningen vraag ik me bovendien af welk percentage effectief door gemeenteambtenaren wordt bewoond?

Ik wijs er voorts op dat de toewijzingsreglementen van de openbare vastgoedoperatoren worden omkaderd door de Gewestelijke Huisvestingscode.

Artikel 29 van die Code bepaalt het volgende: "De beslissing om woningen toe te wijzen volgt de chronologische volgorde van de aanvragen in het Register die overeenstemmen met het aantal kamers van de woning die te huur aangeboden wordt (...)".

Er wordt evenwel eveneens gesteld dat andere criteria in aanmerking kunnen worden genomen om die chronologische volgorde te bepalen "voor zover zij in overeenstemming zijn met de bepalingen van Titel X". Die criteria moeten objectief en meetbaar zijn.

Titel X van de Huisvestingscode heeft het eveneens over gelijke behandeling.

Zo bepaalt artikel 198 dat maatregelen van positieve actie kunnen worden getroffen. Die kunnen evenwel slechts uitgevoerd worden mits naleving van de volgende voorwaarden:

- er moet een kennelijke ongelijkheid zijn;
- het verdwijnen van deze ongelijkheid moet worden aangewezen als een te bevorderen doelstelling;
- de maatregel van positieve actie moet van tijdelijke aard zijn en van dien aard zijn dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt;
- de maatregel van positieve actie mag andermans rechten niet onnodig beperken.

Bij lezing van deze bepaling wordt meteen duidelijk dat de voorrang die in het reglement van Oudergem wordt verleend niet aan deze voorwaarden voldoet. Bovendien kan pas positieve actie worden ondernomen indien die bedoeld is om de nadelen naar aanleiding van een van de beschermde criteria te voorkomen of te compenseren om zo in de praktijk een volledig gelijke behandeling te waarborgen.

Welnu, de beroepssituatie is volgens de definitie van artikel 193 geen beschermd criterium.

Bovendien wordt in het 3de lid van artikel 29 van de Huisvestingscode bepaald dat het gewicht van de eventueel voormelde criteria in het toewijzingsreglement beschreven moet zijn. Er is overigens sprake van een puntensysteem.

Geachte dames en heren burgemeester en schepenen,

- Hoe rechtvaardigen jullie de overeenstemming van het reglement met de Huisvestingscode, rekening houdende met de bepalingen die ik zonet heb aangehaald?
- Zijn jullie van plan het reglement aan te passen?

Alvast bedankt voor jullie reactie.

Muriel Koch

• Antwoord van de heer Christophe Magdalijs, waarnemend burgemeester

In tegenstelling tot wat u beweert, is er bij de toewijzing van gemeentelijke woningen geen sprake van onrechtvaardigheid. We hebben trouwens nog geen enkele klacht ontvangen.

22 personeelsleden wonen in een woning van de gemeente, dit is 18% van het totale aantal huurders. Zij voldoen stuk voor stuk aan de sociale voorwaarden om aanspraak te kunnen maken op een dergelijke woning.

Sinds het toewijzingsreglement in 2009 in werking is getreden, werden slechts 4 personeelsleden zonder enige bijzondere voorrang aangeduid. De overige 18 personen werden aangeduid voor het reglement van kracht werd. Bijgevolg werd artikel 29 van het reglement stipt nageleefd.

We geven nogmaals mee dat het reglement geen aanleiding heeft gegeven tot enig bezwaar van de gewestelijke toezichthoudende overheid.

In het licht van het voorgaande is de scherpe kritiek op de gemeentelijke overheden voor ons onbegrijpelijk.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 29 september 2017

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs